

Office européen des brevets | 80298 MUNICH | ALLEMAGNE

M. Pierre-Yves Le Borgn'
Député des Français de l'étranger
Assemblée nationale
126, rue de l'Université
75355 Paris 07 SP
FRANKREICH

Office européen des brevets
80298 Munich
Allemagne

Adresse de l'Office:
Bob-van-Bentham-Platz 1
80469 Munich
Allemagne

www.epo.org

Le Président

Tél. +49 (0)89 2399 - 1000
Fax +49 (0)89 2399 - 2892
president@epo.org

Date: **20. 11. 15**

Monsieur le Député,

Vous publiez sur votre site internet une lettre adressée à M. le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, en date du 18 novembre 2015, par laquelle vous l'alertez sur la « détérioration » de la situation au sein de l'OEB en mentionnant des procédures à l'encontre de représentants du personnel. Je ne peux que déplorer profondément cette prise de position publique, sans communication préalable avec l'Office et donc sans avoir pris le temps de prendre connaissance de tous les éléments du dossier.

Les procédures en cours sont dues à des incidents graves intervenus au sein de la représentation du personnel depuis 18 mois et pour lesquels tout employeur responsable se doit de réagir. En effet, peu de temps après l'élection des représentants du personnel en juin 2014, six d'entre eux décidèrent de démissionner, le cas le plus frappant concernant un élu du comité central du personnel, qui a subi une véritable campagne de harcèlement en raison de ses opinions divergentes de celles des représentants du syndicat majoritaire et interne à l'OEB – le SUEPO -. Le résultat de ces agissements est que tous les représentants élus qui n'appartenaient pas au SUEPO ou exprimaient des opinions alternatives ont quitté la représentation du personnel.

Une telle situation, bafouant les principes fondamentaux de liberté d'expression et d'association, de pluralisme démocratique, ne peut être tolérée au sein de notre Organisation et des enquêtes visant à établir les faits et les responsabilités ont été diligentées, dans le respect des règlements de l'OEB. Lorsque cela est nécessaire, notamment en cas de pression sur des témoins pour obtenir leur rétractation, des suspensions peuvent être décidées. L'OEB a une obligation de diligence vis-à-vis de l'ensemble de son personnel et nous devons protéger nos salariés, indépendamment de leur statut.

Dans ce contexte, votre intervention publique relative à des procédures en cours me paraît des plus dommageables. Tout d'abord, il est totalement faux d'affirmer que des « *interrogatoires d'une rare violence* » auraient été menés. Cela est d'autant plus facile à prouver que ces interviews sont enregistrées. Par ailleurs, il n'est pas acceptable de jeter ainsi le discrédit sur l'unité d'enquête de l'Office, composée de mères et de pères de famille dévoués à une tâche souvent bien difficile mais indispensable dans la lutte contre la fraude, le harcèlement et autres délits qui peuvent déstabiliser notre organisation. Enfin, je crains que votre prise de position en faveur de certains individus membres du SUEPO soit ressentie comme une forme de pression par les représentants du personnel démissionnaires, victimes des agissements qu'ils ont signalés à l'administration.

Ces procédures individuelles liées à des faits circonscrits n'entament en rien ma volonté de parvenir à un dialogue social, riche et respectueux à l'OEB, avec les différents partenaires sociaux. Afin d'en améliorer le cadre, j'ai lancé au printemps dernier une initiative visant à formaliser juridiquement l'intégration des syndicats dans le cadre de l'Office. Je suis déterminé à poursuivre les discussions et à signer un accord-cadre avec tout syndicat qui le souhaitera, y compris le SUEPO.

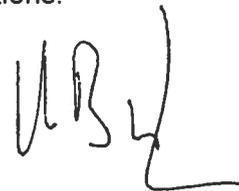
Si l'Office a vécu effectivement une période difficile, c'est principalement en raison d'une intense campagne de diffamation menée par quelques employés de l'Office, avec des relais extérieurs, contre le management de l'Office et le conseil d'administration de l'Organisation, accusés à tort de multiples malversations. L'auteur principal de cette honteuse entreprise – un membre des chambres de recours, spécialiste des systèmes informatiques - a été découvert et les nombreuses preuves saisies témoignent de ses multiples forfaits (entre autres, fuite de documents confidentiels des Chambres au profit d'une partie extérieure, atteintes au système informatique de l'Office ; stockage d'armes et de propagande nazi dans son bureau ; lettre à connotation raciste envoyée à un Ministre d'un Etat de l'UE). Cette personne, grâce à son expertise technique, avait su créer des dizaines de fausses identités, propriétaires apparents de blogs et sites Internet, par lesquels il propageait diffamations, insultes et menaces. Nombre de ses communications ont été adressées à des parlementaires nationaux, en particulier français dont vous avez fait partie, et européens, et des pétitions ont même été déposées auprès du Parlement européen.

Les buts de cette opération : discréditer le management de l'Office, afin d'endommager sa capacité de réforme et d'empêcher la mise en place du brevet unitaire, dont la gestion lui a été confiée par les institutions de l'UE. Le comité disciplinaire du conseil d'administration de l'OEB saisi de ce dossier, organisme indépendant et paritaire, présidé par Lord Schiemmann, juge renommé, ancien membre de la Cour de Justice de l'Union Européenne, a validé toute la procédure d'enquête et considéré que le licenciement de l'auteur des faits s'imposait. L'impact pour l'Office en termes d'image et de réputation a été très lourd, même si certains médias commencent à mieux appréhender désormais la nature du conflit (cf. annexe). J'en mesure encore mieux l'ampleur après avoir pris connaissance de votre lettre.

Quant aux résultats et performances de l'Office, l'année 2015 s'annonce comme une année record tant au niveau de la production (+13%), du contrôle des coûts (-10%), que de la qualité des produits et services reconnue comme étant la meilleure au monde par les enquêtes menées par des organismes externe auprès des utilisateurs. De tels résultats ne s'obtiennent que par l'engagement d'employés motivés et confiants dans leur avenir professionnel, soutenu par un nouveau système des carrières basé sur la performance. Nous observons d'ailleurs une forte baisse des arrêts-maladie (-35% en 5 ans), un taux de départ très bas (2,5% des employés par an), ainsi que le renforcement de l'attractivité de l'Office en tant qu'employeur (près de 20.000 candidats pour 200 postes en 2015). Ces performances permettent le financement d'un juste retour aux employés de l'Office. Quelques exemples : +10 à 12% d'augmentation moyenne des salaires depuis 2011 ; une enveloppe de 18 millions d'euros répartie en promotions et primes en 2015 ; près d'un demi-milliard d'euros injecté dans le fonds de réserve des retraites.

Je n'ai malheureusement pas eu l'opportunité de partager avec vous ces informations avant la publication de votre lettre. Ma porte reste bien évidemment ouverte à tous ceux qui témoignent de l'intérêt à l'Office Européen des Brevets et au rôle positif qu'il joue pour l'économie européenne. Je ne doute pas, compte tenu de votre attachement à la transparence et à la bonne information de vos lecteurs, que vous publierez cette lettre dans son intégralité sur votre site.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le député, mes sincères salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'BB' followed by a stylized flourish.

Benoît Battistelli

Copie: M. Emmanuel Macron,
Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

Annexe

France, article publié dans Les Echos, le 19 novembre 2015 :

ADAPTATION

Transformation : les « ennemis » de l'intérieur

Collaborateurs, syndicats et même patrons sont parfois si réfractaires au changement que le processus de transformation de l'entreprise s'en trouve contrarié.

Les exemples de l'Office européen des brevets (OEB) et d'Air France-KLM.

Julie Le Bolzer

● OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS : UN SYNDICAT MAISON HOSTILE AU CHANGEMENT

Lorsqu'en 2010, Benoît Battistelli, alors Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), prend la tête de l'Office européen des brevets (OEB), ses objectifs sont clairement définis. Il s'agit de renforcer, et pérenniser, la compétitivité de l'organisation vis-à-vis des concurrents américains et asiatiques, et d'en faire un office de référence internationale. Constat : l'OEB, créé dans les années 1970, n'a pas, ou peu, évolué en quarante ans. Il est donc nécessaire de réformer en profondeur, tant au niveau structurel, qu'organisationnel et managérial.

Concrètement, Benoît Battistelli s'attèle à une tâche protéiforme : encadrer les augmentations de salaires (jusqu'alors systématiques), le droit de grève et les promotions de carrière (désormais basées non plus sur le seule ancienneté mais sur la performance), développer le télétravail, mettre en œuvre un agenda social, adopter davantage de transparence... Voilà pour la transformation en interne. En externe, il convient de se différencier des autres offices internationaux (aux Etats-Unis, le dépôt de brevet coûte 25 % moins cher). Entre autres innovations, l'OEB soutient l'initiative des pays de l'Union de européenne de créer un brevet unitaire européen, une avancée majeure pour les entreprises françaises et européennes dont les brevets représentent des avantages compétitifs et concurren-



Vent debout contre les restrictions imposées par le plan de transformation « Perform 2020 », les salariés d'Air France-KLM réclament davantage de dialogue social. Photo Boris Horvat/AFP

tiels évidents. Le brevet unitaire, en cours de ratification par les parlements nationaux pourrait être mis en œuvre dès l'an prochain dans 26 pays.

Aujourd'hui, le plan de transformation porté par Benoît Battistelli se révèle efficient : une augmentation de 10 % de la productivité de l'OEB et de 13 % du nombre de dossiers traités (270.000 demandes de brevets sont reçues et près de 70.000 brevets sont délivrés chaque année), une marque employeur qui a redoré son blason : plus de 20.000 candidatures ont été reçues pour 200 postes à pourvoir...

Mais la démarche ne s'est pas faite sans résistance, ni même sans de graves perturbations, telles des campagnes de diffamation, des lettres anonymes, des attaques personnelles à l'encontre du président et d'autres membres du personnel de l'Office. Autant d'événements qui ont conduit à des procédures disciplinaires et judiciaires dont certaines sont toujours en cours. Les réfractaires au changement, source de l'opposition : certains leaders du Suepo, syndicat maison inquiet de sa perte d'influence auprès des 7.000 collaborateurs, et qui dénonce l'absence de contre-pouvoir au sein de l'OEB.

La reconnaissance formelle des syndicats est un processus très

engagé à l'OEB et devrait aboutir avec la signature d'un premier accord dans les prochaines semaines. Les syndicats auront donc un statut. Le dialogue social a été ouvert en avril dernier. « Il s'agit de construire la transformation de façon collégiale », souligne Benoît Battistelli. Dans un climat de tension et même de pression extrême, comment parvenir à garder le cap sur une réforme d'une telle ampleur ? « Tout ce qui est excessif n'est pas crédible, relativise le président de l'OEB. Surtout, j'ai une capacité de résistance forte et mes convictions le sont tout autant. Je suis convaincu que la transformation de l'OEB constitue un atout pour nos salariés et plus largement pour l'économie européenne. »

● AIR FRANCE KLM : L'INQUIÉTUDE DES COLLABORATEURS

Fermetures de lignes (soit la suppression de 500.000 sièges), réduction des dépenses externes et frais généraux à hauteur de 80 millions d'euros... Ce sont quelques exemples des restrictions prévues par « Perform 2020 », plan de transformation d'Air France-KLM qui succède à « Transform 2015 » lancé en 2012. L'objectif : reconquérir une place de leader mondial... tâche ardue face à une concurrence de haut vol, notamment de la part des compa-

gnies du Golfe. Surtout, les événements d'octobre 2015, lors du comité central d'entreprise, qui ont conduit à des licenciements pour violences, ont montré que le dialogue social était au point mort et que la démarche de transformation était trop lourde de conséquences pour les collaborateurs.

Pourtant, début novembre, Frédéric Gagey, le PDG, rejetait à nouveau l'idée d'avoir recours à un médiateur afin d'arbitrer les discussions avec les syndicats, estimant qu'il n'y avait pas de blocage. « Je ne pense absolument pas que le dialogue social chez Air France soit en butée et [...] qu'un intervenant extérieur viendrait nous aider à résoudre des problèmes qui doivent être résolus dans la cohésion et en interne », a indiqué Frédéric Gagey lors d'une audition à l'Assemblée nationale. Reste que le dialogue en interne, avec les pilotes, les hôtesses et stewards, et le personnel au sol peine à avancer : les efforts de productivité qui sont demandés aux salariés ont toujours du mal à passer.

« Dans une démarche de transformation, il est indispensable d'emmener l'ensemble des équipes. D'où la nécessité d'informer le personnel de la situation réelle de l'entreprise, en toute transparence, d'instaurer un climat de confiance et d'ouvrir le dialogue social, pointe Stéphanie Bastide, directrice associée de Wellcom, agence conseil en communication d'image et opinions. Or, dans le cas d'Air France-KLM, c'est ce que reprochent les syndicats à la direction. Ils jugent la stratégie illisible et le dialogue social en panne. Les salariés et représentants syndicaux ont eu l'impression que la communication menée par la direction visait d'abord à les stigmatiser devant l'opinion publique et non à les impliquer au projet "Perform 2020". Cette stratégie de communication visant à gagner la bataille de l'opinion au détriment des syndicats a atteint ses limites. Il semble que les salariés d'Air France sont attachés à leur entreprise et sont prêts à faire des efforts pour la redresser. Dans la perspective de renouer le dialogue social, une nouvelle posture d'ouverture de la direction serait nécessaire. » ■

SABOTAGE

'We waren slachtoffer van georkestreerde campagne tegen de reorganisatie'

Ceo Battistelli stuit op fel verzet tegen transformatie patentbureau

Ulko Jonker
Den Haag

In Rijswijk wordt gewerkt aan een van de grootste en meest ingewikkelde bouwprojecten van de afgelopen jaren, de nieuwbouw van de Europese Octrooi Organisatie (EPO) ter waarde van meer dan € 200 mln. Die vindt een plaats op vrijwel dezelfde plek als het oude kantoor, aan de Patentlaan. Maar dat wordt pas daarna afgebroken.

Het is symbolisch voor de EPO zelf, met 2700 medewerkers de grootste internationale organisatie in Nederland. Terwijl het werk, het toekennen van patenten die in de aangesloten 38 landen van kracht zijn, doorgaat, vindt een herstructurering van de organisatie plaats en wordt gewerkt aan vernieuwing van het hoofdproduct. Voor 27 EU-landen komt er straks het Europese eenheidsoctrooi bij.

Binnen de EPO, waarvan het hoofdkantoor in München staat, gaat de transformatie gepaard met grote interne spanningen. Een deel van het personeel verzet zich tegen hervormingen en aanpassingen die volgens de leiding nodig zijn om doelmatiger te kunnen werken. Een vakbond die claimt een groot deel van hen te vertegenwoordigen, vindt dat de leiding van het octrooibureau, onder aanvoering van de Fransman Benoit Battistelli, te hoge prestatiedruk uitoefent op de staf.

Het verzet daartegen gaat gepaard met demonstraties en fel-

le beschuldigingen, onder andere over zelfmoord en als gevolg van de te hoge werkdruk. Maar de strijd tegen Battistelli, die door zijn tegenstanders gewoonlijk wordt afgeschilderd als zonnekoning of dictator, vindt ook met minder open vizier plaats, zo bleek vorige week. Toen besloot de beheersraad van de octrooiorganisatie, waarin de deelnemende landen zijn vertegenwoordigd, om een lid van een van de gespecialiseerde raden van beroep te ontslaan wegens sabotage.

De functionaris heeft de status van een rechter, omdat hij medebeslisterovergeschillen over octrooien. Hij kan alleen definitief worden ontslagen als zijn collega's hun fiat geven. Zijn salaris, van € 13.000 netto per maand, is in afwachting daarvan wel gehalveerd.

Vorig jaar december werd hij al op non-actief gezet. Hij was betrap op het sturen — vanaf computers van de EPO — van anonieme en smadelijke beschuldigingen naar autoriteiten en pers. Ook lekte hij volgens de EPO-leiding informatie aan een in intellectuele eigendom gespecialiseerde Duitse advocaat. Verder bleek hij verboden wapens en nazipropaganda op zijn werkplek te hebben.

Volgens Battistelli werkte hij 'zeer waarschijnlijk' niet alleen, al vindt daar nog nader onderzoek naar plaats. 'We kunnen nu openlijk zeggen dat we de afgelopen twee à drie jaar het slachtoffer zijn van een georkestreerde campagne waarvan het doel was de organisatie te destabiliseren en in diskrediet te brengen. Hij werd gevoerd door een kleine groep mensen, sommige binnen de burelen, sommige erbuiten'.

Battistelli zegt dat de campagne ten doel had hervormingen te blokkeren die hij bij zijn aantreden in gang zette om de doelmatigheid en kwaliteit van de organisatie 'naar het niveau van de 21ste eeuw te tillen'. En het tweede doel was volgens hem om het Europese eenheidsoctrooi te saboteren; dat vormt een bedreiging voor degenen die verdienen aan de huidige



Nieuwbouw van de Europese Octrooi Organisatie. Op de achtergrond het huidige kantoor van EPO, dat wordt afgebroken na voltooiing van het nieuwe kantoor. FOTO: EPO

ge versnippering.

Nu moet een patent, ook als dat door EPO is toegekend, nog steeds in alle lidstaten individueel worden gedeponereerd. Straks neemt de EPO een groot deel van die taken over en komt er ook een Europees octrooihof. 'Als EPO wordt afgeschilderd als onbetrouwbaar en niet in-

teger, moet men hebben gedacht, zal die overgang worden vertraagd of ter discussie worden gesteld', aldus Battistelli.

De verdachtmakingen hebben overigens nooit dat beoogde effect gehad, al zijn er volgens de Fransman wel media geweest die ze serieus hebben genomen.

Omslachtig
Een patent moet nu nog in alle lidstaten afzonderlijk worden gedeponereerd

Eenvoudiger
Straks neemt EPO een groot deel van taken over en er komt een Europees octrooihof

(traduction)

Patent Chief: we were victim of an orchestrated campaign

The European Patent Office is reorganizing, and this is met with fierce resistance. A high ranking employee committed sabotage for many years and 'most probably' not alone, says President Benoît Battistelli.

In Rijswijk one of the biggest and most complicated building projects of recent years is being realized, the construction of the new office of the European Patent Office, (EPO) valued at more than €200 mln. The new office is being built in almost exactly the same place as the old office, along the Patentlaan. But the old office will only be demolished afterwards.

It is symbolic for EPO itself, with 2700 employees the largest international organization in The Netherlands. While the work continues, granting patents that are valid in the 38 member states a restructuring of the organization is taking place and the main product is being renewed. For 27 EU-countries, a European Unitary Patent comes into place.

Complaints about working pressure.

Within the EPO, headquartered in Munich, the transformation goes together with tremendous internal tensions. One part of the staff is resisting the reforms and the changes that the management deems necessary to work more efficiently. A trade union that claims to represent a large part of them, thinks that the management of the patent office, led by the Frenchman Benoît Battistelli, is putting too much pressure to perform on the staff.

The resistance against this goes hand in hand with demonstrations and fierce accusations, among others about suicides that would be the consequence of the too high working pressure. But the war against Battistelli, depicted by his opponents as Sun King or dictator, also takes place less openly, as became clear last week. At that moment, the Administrative Council of the Patent Office, in which the member states are represented, decided to dismiss a member of one of the highly specialized Boards of Appeal for reasons of sabotage.

Leaked information and illegal weapons

The official, an Irishman, has the status of judge because he decides (together with others) about patent conflicts. He can only be fired if his colleagues agree. His salary, €13.000 net per month, has been halved in anticipation.

In December of last year he was already suspended. He was discovered sending –from EPO computers- anonymous and offensive accusations to the authorities and the press. Also, according to the EPO management, he leaked information to a German attorney specializing in intellectual property. He even had illegal weapons and nazi propaganda in his office.

'Orchestrated campaign'

According to Battistelli the man 'most probably' did not operate on his own, although this is still being investigated. 'We can now openly say that, in the past two, three years, we have been the victim of an orchestrated campaign, aimed at destabilizing and discrediting the organization. The campaign was run by a small group of people, some from within, some from the outside.'

Battistelli says that the campaign meant to block the reforms that he started when he came to Office, to lift the efficiency and quality of the organization 'to the level of the 21st century'. And, according to him, the second objective was to derail the European Unitary Patent; as this forms a threat to those who profit from the current fragmentation.

Depicting EPO as corrupted

Currently, a patent, also when it has been granted by the EPO, still has to be deposited individually in all member states. Soon, the EPO will take care of a great number of these tasks and there will be a European Patent Court.

'By depicting the EPO as unreliable and corrupted, one must have thought, that transition will be delayed or put up for discussion' says Battistelli.

Although the allegations have never had the intended effect, according to the Frenchman there have been media who have taken them seriously.